

LA PRESSE EN REVUE...

VENDREDI 20 NOVEMBRE 2015

SOMMAIRE

- 1) La Belgique une fois !
- 2) Lesquels achètent
- 3) Un Etat de droit ce n'est pas...
- 4) Contre la prolongation...
- 5) Elle raconte n'importe quoi !
- 6) 50 millions d'euros pour Sarkozy
- 7) Les deux condamnés
- 8) La Défense tremble...

Gérard Diez La Presse en Revue

I) Terrorisme : face aux accusations de Paris, la Belgique se rebiffe



Le Premier ministre belge, Charles Michel, à Bruxelles, le 15 octobre. Photo Thierry Charlier.AFP

En pointant du doigt la responsabilité de la Belgique dans la préparation des attentats de Paris, le gouvernement français a braqué la classe politique belge.

Outre-Quiévrain, on s'est étranglé lorsque François Hollande a pointé du doigt la responsabilité de la Belgique dans les attentats sanglants de Paris : «Les actes de guerre de vendredi ont été décidés, planifiés en Syrie ; ils ont été organisés en Belgique, perpétrés sur notre sol avec des complicités françaises.»

Instantanément, le petit Royaume est devenu le «Belgikistan», pour reprendre l'expression de Hugues Moutouh, ancien conseiller de Claude Guéant au ministère de l'Intérieur, jeudi matin sur Europe 1. Alain Chouet, ancien chef du service de renseignement de sécurité à la DGSE (services de renseignement extérieurs) a, lui, affirmé que «la Belgique n'était pas à niveau». Le polémiste Eric Zemmour a même voulu faire de l'humour sur RTL en lançant : «Au lieu de bombarder Raqqa, la France devrait plutôt bombarder Molenbeek (à Bruxelles) d'où sont venus les commandos du vendredi 13.» On a fait plus subtil. «Ça va beaucoup trop loin et on le prend très mal», confie un parlementaire belge qui préfère rester anonyme : «Le Belgium bashing n'est pas seulement le fait de quelques observateurs mal informés, mais du plus haut niveau politique français. C'est préoccupant et contre-productif pour l'avenir.»

«Se renvoyer à la figure ses loupés»

«On est dans l'irrationnel», estime-t-on au sein du gouvernement belge : «On cherche à détourner l'attention des défaillances françaises en désignant un pays ami. C'est un procédé connu. Ça n'est jamais la faute de la France. Déjà au moment de l'affaire Dutroux, la Belgique est devenue le pays des pédophiles jusqu'à l'arrestation de Fourniret. Là, on n'a plus entendu les Français ». Au petit jeu du «blame game», les Belges ont de la ressource : «A priori, il n'y a que trois individus qui venaient de Belgique, ça signifie qu'il y a tout de même cinq Français » a ainsi rappelé Guy Rapaille, le président du Comité R, l'organe indépendant chargé de contrôler les services de renseignements belges. Didier Reynders, le ministre des Affaires étrangères belge, a souligné, lui, que, comme par

hasard, «de nombreuses perquisitions ont été réalisées en France ces dernières heures», sous-entendant un sérieux retard à l'allumage. «Les Français n'auraient-ils pas dû nous prévenir que ces gens étaient dangereux ?», grince-t-on à Bruxelles.

Ce n'est d'ailleurs pas le premier raté hexagonal : le Français Mehdi Nemmouche, le tueur du musée juif de Bruxelles (24 mai 2014), est rentré de Syrie via la France sans être interpellé, ni signalé aux autres pays européens, comme le rappelle Joëlle Milquet, ministre de l'Intérieur (CDH, centriste) entre 2011 et 2014 : «Or, je n'ai jamais accusé la France d'être responsable de cette tuerie.» «Chacun peut se renvoyer à la figure ses loupés», ironise-t-on dans les couloirs du gouvernement belge : «Entre Saint-Denis et Molenbeek, mon cœur balance.» On rappelle aussi avec gourmandise que les liens qu'entretient la France avec l'Arabie Saoudite et le Qatar, qui finance les mosquées salafistes en Europe, sont particulièrement forts : «Ici, aucune équipe de foot n'est la propriété du Qatar.»

Défaillances individuelles et collectives

«On a fait savoir à l'Elysée qu'on n'appréciait pas du tout ces critiques, même si on ne dira rien officiellement afin de ne pas jeter de l'huile sur le feu», confie-t-on dans l'entourage du Premier ministre belge, Charles Michel. Pour autant, on ne nie pas qu'il y a un problème de radicalisation qui a longtemps été occulté «par naïveté et par lâcheté», mais qui n'est pas propre à la Belgique : «Il serait d'ailleurs plus juste de parler de cellules terroristes franco-belges », souligne ainsi Denis Ducarme, député MR (libéral, le parti du Premier ministre). «Les brigades de Daech [acronyme arabe de l'Etat islamique, ndlr] sont structurées linguistiquement. Les francophones travaillent ensemble en Syrie et travaillent ensemble ici, souligne le député. Ils savent parfaitement exploiter nos défaillances individuelles et collectives.» «On est dans un espace francophone commun et Bruxelles est plus près de Paris que Montpellier», surenchérit Joëlle Milquet. Pour l'ancienne ministre, «l'unité européenne est aussi nécessaire que l'unité nationale : il est indécent de rejeter la faute sur d'autres». «En fait, tous ces loupés belges ou français montrent la nécessité d'un service de renseignements européen afin que l'échange d'informations soit automatique», estime Denis Ducarme. On en est loin.

Jean Quatremer BRUXELLES (UE), de notre correspondant

II) Des pays de l'Union européenne achètent du pétrole aux barbares



reuter

Par Josefort

José Fort est un internationaliste passionné du monde, journaliste, ancien chef du service monde de l'Humanité.

C'est un monde

On ne peut à la fois vouloir combattre la barbarie et financer les monstres.

Les barbares qui sèment la terreur en Irak et en Syrie sous le sigle EIIL ne sont pas si barbares que cela pour plusieurs pays membres de l'Union européenne.

Les bandes EIIL sont riches à milliards de dollars fruit des pillages, notamment la réserve irakienne, de financements « privés » en provenance des monarchies régionales et... de la vente à bas prix de pétrole.

L'ambassadrice de l'Union européenne en Irak, Mme Jana Hyboskova, a déclaré devant une commission que « plusieurs membres de l'UE ont acheté du pétrole non-raffiné à l'EIIL. »

Elle a refusé de nommer les noms des pays incriminés. Depuis, le silence total est observé sur ce scandale à Bruxelles et dans toutes les capitales européennes, notamment à Paris.

On ne peut à la fois vouloir combattre la barbarie et financer les monstres. Voilà pourquoi, alors que la France s'engage dans un conflit aux prolongements longs et dangereux, la clarté doit être faite et une réponse nette et rapide doit être exigée à la Commission de Bruxelles : qui sont les pays membres de l'Union européenne acheteurs du pétrole à l'EIIL ?

l'Humanité.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Robert Badinter : “l’État de droit n’est pas l’État de faiblesse”



Robert Badinter (@REUTERS/Charles Platiau)

Deux jours avant les attentats qui ont touché la France, Robert Badinter a animé une conférence à Genève – à l’occasion des Rencontres internationales de la ville –, pour évoquer, entre autre, le “terrorisme et la loi”. L’ancien garde des Sceaux y révélait les dangers de l’adoption des lois et des juridictions d’exceptions, qui mettent en péril l’État de droit. Ses propos coïncident malheureusement avec l’actualité, et Robert Badinter les a réaffirmés lundi sur France 2.

Robert Badinter Faut-il un état d'urgence de 3 mois et La France est-elle en guerre ?

<https://youtu.be/C4CugOkEchw>

A Genève, l’homme de 87 ans rappelle que le terrorisme l’a “accompagné toute sa vie”. Son vécu reflète la complexité du problème : il a vu les affiches rouges dans le métro parisien pendant la guerre, qui assimilaient les résistants à des terroristes, et il a aussi assisté aux honneurs faits à Fidel Castro et Nelson Mandela, qui ont été considérés comme de “grands terroristes”.

La mort ne dissuadera jamais un terroriste”

A une question posée sur l’emploi des drones, Robert Badinter explique : “Il est très difficile de considérer que Daech n’est pas en guerre contre l’Occident. Par conséquent, l’utilisation de drones ne me choque pas”. Mais il s’insurge lorsqu’il entend certains s’interroger sur la peine de mort :

“La mort ne dissuadera jamais un terroriste. Par définition, le terroriste aime la mort; celle qu’il donne comme la sienne. Vous en ferez un martyr et lui donnerez une tribune. Et vous fabriquerez d’autres terroristes avec des commandos de vengeurs voulant causer un maximum de victimes”.

“l’État de droit n’est pas l’État de faiblesse”

Le terrorisme d’aujourd’hui, où l’on tue “au nom de Dieu”, sera le plus difficile à vaincre selon Robert Badinter. Les démocraties ne doivent “jamais renoncer à leurs principes“, en excluant un modèle comme le Patriot Act américain, une

“honte”. Sur France 2, il affirme que “l’État de droit n’est pas l’État de faiblesse”.

“A quel niveau doit se situer la modification (de la constitution) à venir ? (...) Il faut maintenir les valeurs fondamentales de notre démocratie, et ne pas hésiter devant les mesures nécessaires à prendre, à la condition qu’elles ne méconnaissent jamais ce qui est au cœur de notre société, c’est à dire les Droits de l’Homme.”

Robert Badinter insiste : Daesh attend que nous attaquons ce qui constitue le fondement même de notre république, ces attentats sont “un piège tendu à la démocratie”, et il ne faut pas tomber dedans.

lesinrocks.com

IV) Attentats de Paris : pourquoi ils voteront contre la prolongation de l'état d'urgence

Par L' Obs

L'Assemblée nationale examine le projet de loi visant à muscler le dispositif d'état d'urgence, annoncé par François Hollande après les attaques terroristes de vendredi. Deux élus expliquent à "l'Obs" pourquoi ils ne le voteront pas.



Patrouille de sécurité devant le Sacré-Coeur à Paris, dans le 18e, le 16 novembre 2005. (AFP /MIGUEL MEDINA)

Moins d'une semaine après les sanglants attentats terroristes de Paris et Saint-Denis, l'Assemblée nationale est appelée à voter, ce jeudi 19 novembre, un projet de loi renforçant et

prolongeant l'état d'urgence, décrété vendredi. Le texte, présenté mercredi par l'exécutif et qui sera soumis vendredi au Sénat, prévoit la prolongation, pour trois mois, de l'état d'urgence. Son contenu a été détaillé, mercredi, par le porte-parole du gouvernement Stéphane Le Foll.

Au moins trois députés voteront contre : Isabelle Attard, Noël Mamère et Sergio Coronado, inscrits au groupe écologiste. Ils expliquent pourquoi.

Isabelle Attard (Calvados) : "Pendant trois mois, ce sera 'No limit' !"



(DR)

"La prolongation de l'état d'urgence n'est pas nécessaire. L'Etat dispose déjà de moyens suffisants pour faire face. Pour procéder à des perquisitions, expulser les imams radicaux ou traquer les terroristes, pas besoin de l'état d'urgence. Ce choix relève de la communication politique anxiogène. C'est triste. Lorsque l'on est président de la République, Premier ministre ou membre du gouvernement, on se doit de rassurer la population.

“Décréter l'état d'urgence, c'est rendre possibles toutes les dérives de la police et de l'administration, qui pourront agir selon leur bon vouloir”

Depuis les événements de vendredi, des perquisitions sans lien avec le terrorisme ont d'ailleurs déjà eu lieu. Si le projet de loi du gouvernement est voté, pendant trois mois, ce sera 'No limit' ! Une association citoyenne qui lutte contre le réchauffement climatique devient potentiellement suspecte. Idem pour les militants mobilisés contre le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Il n'y aura plus aucun garde-fou !

La solution ? Plus de moyens financiers et

humains sur le terrain. On peut d'ailleurs se demander pourquoi ces mesures n'ont pas été prises avant. Le personnel politique doit faire appel à sa raison. Je regrette que l'on légifère dans l'émotion lorsqu'il s'agit de textes de cette importance. »

Noël Mamère (Gironde) : "Je préfère le pacte démocratique au pacte de sécurité"



(PATRICK KOVARIK / AFP)

"Je voterai contre la prolongation. Autant j'étais d'accord et je comprenais l'état d'urgence décrété dans la foulée des attentats du 13 novembre, autant je suis dubitatif sur la prolongation de trois mois qui interdit tout contrôle du Parlement et porte atteinte aux libertés individuelles et collectives. Elle empêchera notamment la participation de la société civile à la COP21, le sommet mondial sur le climat, qui va se limiter aux négociations de chefs d'Etats comme nous le craignons. C'est une atteinte à la liberté d'expression. Il y a déjà eu plusieurs lois antiterroristes votées, elles ont mis en œuvre des dispositifs d'exception qui permettent à l'appareil judiciaire et à la police de faire son travail. La loi de renseignement était déjà une atteinte aux libertés.

Je n'ai pas envie de donner un blanc-seing à l'exécutif. Je préfère le pacte démocratique au pacte de sécurité. Nous assistons à une surenchère sécuritaire entre gauche et droite. Et au recyclage de la camelote de la droite, comme avec la déchéance de la nationalité que celle-ci avait proposée, et que la gauche avait rejetée avant de la recycler aujourd'hui !

On ne peut pas se permettre, pour des raisons politiciennes, pour piéger la droite, de toucher à notre droit fondamental ! "

Difficile de garder la tête froide dans une période d'émotion. Mais quand on touche aux libertés fondamentales, on ne le fait qu'à froid. On reprochait justement à Nicolas Sarkozy d'agir dans la précipitation. Regardez ce qui s'est passé ailleurs : la Tunisie a levé l'état d'urgence après les récents attentats. L'Espagne, elle, n'avait pas décrété d'état d'urgence après les attentats de Madrid... »

Sergio Coronado* (Français de l'étranger) : "l'état d'urgence n'est pas en lui-même de nature à écarter le danger"



(JACQUES DEMARTHON / AFP)

"Permettez-moi de rappeler la situation de 2005. Lorsque l'état d'urgence fut instauré, il fut aussitôt contesté. Le conseil d'Etat débouta ceux qui avaient présenté la requête, en fondant logiquement la légitimité du régime d'état d'urgence sur les circonstances au nom desquelles il a été instauré. Ils ouvraient ainsi la possibilité de requêtes ultérieures le contestant, au nom d'une modification de ces circonstances, leur donnant l'occasion d'apprécier, de nouveau, son opportunité. Aujourd'hui, la menace est diffuse, sporadique, pouvant resurgir à tout moment. Elle est à la fois extérieure et interne. Ce sont en effet des jeunes français, des européens qui tuent et massacrent là où ils ont grandi, où ils ont vécu."

"Dès lors l'hypothèse d'un état d'urgence qui dure plus longtemps que ce qui est prévu existe. Or l'état d'urgence est un état d'exception donc temporaire, alors que la menace s'inscrit dans la durée. Chers collègues, autant nous sommes d'accord sur le renforcement des moyens pour les services de police, pour la justice, autant je suis dubitatif quant à la prorogation de l'état d'urgence, en fait pour dire clairement les choses nous nous interrogeons et sur sa légitimité de la prorogation et sur son efficacité. Et pour reprendre les mots de

Robert Badinter, l'état de droit n'a jamais été l'état de faiblesse, l'état de droit n'est pas l'état de faiblesse. En fait, pour reprendre les mots d'Henri Leclerc, l'état d'urgence n'est pas en lui-même de nature à écarter le danger. »

Il sert surtout à rassurer les citoyens, à montrer que l'on agit, sans que son efficacité supérieure n'ait été démontrée."

"Pour ces raisons je ne voterai pas la prolongation de l'état d'urgence."

Propos recueillis par Audrey Salor et Maël Thierry

* Extraits de son intervention devant la Commission des lois de l'Assemblée nationale.

nouvelobs.com

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Marine Le Pen quitte le plateau de France Inter après une vérification de ses propos en direct



Marine Le Pen était l'invitée de France Inter le 19 novembre. - Capture - France Inter

Un climat tendu régnait jeudi matin sur le plateau de France Inter. Marine Le Pen a quitté le plateau après une séance de fact checking en direct. L'entourage de Marine Le Pen dément un départ précipité et explique que la patronne du FN ne reste jamais pour la dernière séquence.

Jeudi matin sur France Inter, Marine Le Pen dans un discours offensif contre le gouvernement de Manuel Valls, a clairement demandé les démissions de Bernard Cazeneuve, ministre de l'Intérieur, et de Christiane Taubira, ministre de la Justice.

Taubira, la cible favorite

Marine Le Pen estime que "s'ils avaient un peu d'honneur, un certain nombre de ministres auraient déposé leur démission, comme Madame Taubira par exemple" ajoutant qu'"encore hier, un islamiste s'est évadé de prison lors d'une autorisation de sortie". La présidente du FN accuse par ailleurs la Garde des Sceaux d'avoir dit qu'il fallait "comprendre les jeunes qui partent en Syrie".

Pourtant, aucune évasion n'a été signalée par les autorités pour la journée du mercredi 18 novembre, même si une évasion datant du mois d'octobre cette fois a bien été rapportée par l'AFP mercredi.

Patrick Cohen a ensuite tenu à diffuser l'interview de Christiane Taubira mise en cause par Marine Le Pen, lançant "on pourra juger de la façon dont vous manipulez les déclarations des uns et des autres.

L'extrait de l'interview concernée est visible à partir de 4:11 sur cette vidéo.

<https://youtu.be/3rz8U6CaHtM>

Marine Le Pen quitte le studio

Dans l'extrait, Christiane Taubira ne dit pas qu'il "faut comprendre les jeunes qui partent faire le jihad", mais qu'il faut comprendre les causes qui font qu'ils partent, pour mieux les combattre.

Accusant l'émission de France Inter d'être "un tribunal", Marine Le Pen, a ensuite quitté le plateau de la matinale pendant la coupure pub, après l'interview politique. Alors que Patrick Cohen et Bernard Guetta avaient tenté de relancer la discussion sur les raisons qui poussent certains jeunes à rejoindre Daesh et que les responsables politiques restent de manière générale pour répondre à la question d'Augustin Trapenard, chroniqueur culture.

L'entourage de Marine Le Pen réfute l'idée d'un

d'un départ précipité et explique que la présidente du Front national quitte toujours le plateau avant la séquence humour de la matinale. Ce jeudi, après la page de publicité, Patrick Cohen et Augustin Trapenard à l'antenne laissent entendre que l'eurodéputée a quitté le studio avant la traditionnelle question du chroniqueur culturel.

Par Paul Aveline



VI) Un expert a authentifié le document qui fait mention d'un don de 50 millions d'euros de Khadafi pour la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007



MATTHIEU ALEXANDRE/AFP

Coup dur pour Nicolas Sarkozy. L'information judiciaire des juges d'instruction Emmanuelle Legrand et René Cros avance à grands pas. Selon Médiapart, un expert a conclu à l'authenticité du document qui évoque le financement présumé de la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007 par le régime libyen et le général Kadhafi. C'est également Médiapart qui avait révélé cette information.

Datée de 2006, la missive était adressée à l'ancien directeur de cabinet du dictateur et fait état du déblocage par le régime de Tripoli d'une somme de 50 millions d'euros en faveur de la campagne du candidat de l'UMP.

Contrairement à Nicolas Sarkozy - qui évoquait un "faux grossier" et qui avait porté plainte pour "faux et usage de faux", l'expert a conclu que "l'ensemble de ces résultats milite très fortement en faveur d'un document physique ayant réellement existé et qui aurait été numérisé, afin de produire une image numérique primaire."

Il ajoute : "La très grande cohérence entre l'examen et l'intuition visuelle et sémiotique, d'un côté, et les résultats de l'analyse multi-spectrale, de l'autre, nous incite à privilégier l'option d'un document authentique ayant existé sur support physique."

tempsreel.nouvelobs.com

VII) NKM et Alain Juppé condamnés pour avoir diffamé Jean-Luc Mélenchon



Alain Juppé et NKM ont été condamnés. | Photo AFP / Ouest-France - Daniel Fouray

Nathalie Kosciusko-Morizet et Alain Juppé ont été condamnés pour avoir accusé Jean-Luc Mélenchon, en 2012, d'accointances antisémites. Jean-François Copé a été relaxé.

La cour d'appel de Paris a relaxé mercredi Jean-François Copé, poursuivi en diffamation par Jean-Luc Mélenchon pour l'avoir accusé en 2012 d'accointances antisémites, mais a confirmé la condamnation de Nathalie Kosciusko-Morizet et Alain Juppé.

En première instance, ils avaient tous trois été condamnés à une amende de 1 000 euros avec sursis et avaient fait appel.

En trois jours, Nathalie Kosciusko-Morizet, Alain Juppé et Jean-François Copé (Les Républicains) avaient successivement mis en cause l'ancien coprésident du Parti de gauche.

Mikis Theodorakis

Ils faisaient tous référence au compositeur grec Mikis Theodorakis, dont Jean-Luc Mélenchon avait relayé en 2011, sur son site, l'appel contre le régime d'austérité imposé à la Grèce.

Un lien que les trois personnalités de l'UMP mettaient en parallèle avec des déclarations antisémites faites en 2003 par le même Mikis Theodorakis.

Le 11 juin 2012, Mme Kosciusko-Morizet avait taxé, sur France 2, M. Mélenchon d'accueillir « sur son site, des gens qui (faisaient) profession d'antisémitisme ».

Le lendemain, sur France Inter, Alain Juppé l'avait accusé d'« entretenir des relations sulfureuses avec certaines personnalités (...) qui (prônaient) l'antisémitisme. Mikis Theodorakis, c'est un copain de Jean-Luc Mélenchon ».

M. Copé fermait le ban le surlendemain en reprochant au coprésident du Front de gauche de « (cautionner) des propos qui ne sont pas les nôtres », citant « l'antisémitisme ».

M. Mélenchon a depuis nié avoir eu connaissance, à l'époque, des déclarations faites par M. Theodorakis en 2003.



LAPRESSEENREVUE.EU

VIII) A La Défense, on lutte contre l'angoisse

Par Dan Israel et Amélie Poinssot

Fréquentation en baisse des transports en commun, bouchons records en Île-de-France, et nouvelles menaces : le comportement des Franciliens change, imperceptiblement. Reportage à La Défense, où près de 200 000 personnes se rendent quotidiennement.

Éviter les trajets qui ne sont pas indispensables, raccourcir au maximum les passages en souterrain, limiter les sorties à Paris. Pour Brigitte, 54 ans, habitante de Conflans dans les Yvelines, les attentats ont changé beaucoup de choses. Dans le RER A qui l'emmène à La Défense ce mercredi matin, cette employée de banque habituée des sorties culturelles dans la capitale explique qu'elle a cessé de fréquenter les salles de concert et théâtres parisiens. « J'avais une réservation pour un spectacle de cirque le 2 décembre, j'irai malgré tout. Mais pour la suite, terminé, j'arrête d'acheter des billets. Je sortirai, mais dans ma banlieue uniquement. » En face d'elle, il y a son collègue, Jean, vingt ans de moins qu'elle, impeccable dans son costume. Elle hésite un peu puis finit par le dire : « Maintenant, dans les transports, je regarde attentivement autour de moi, je regarde même la ceinture des gens. » « Mais c'est pas au niveau de la ceinture qu'ils les mettent !, rétorque gentiment son collègue. C'est un peu plus haut, et c'est caché... » Visage détendu et souriant, le jeune homme refuse, lui, de changer quoi que ce soit à son quotidien. Il est sorti lundi soir dans Paris boire un verre avec des amis. « Si ça doit se passer, ça se passera. C'est assez fataliste, mais bon... »

Brigitte et Jean travaillent à La Défense, comme près de 200 000 salariés d'Île-de-France, dont une écrasante majorité s'y rend en transports en commun. C'est le premier quartier d'affaires européen. Pas de psychose toutefois sur le parvis de la Grande-Arche ce mercredi matin. Mais une certaine dose d'inquiétude supplémentaire est palpable, dans les regards et les paroles. « On ne parle que de ça », glisse Mathilde, une employée du secteur bancaire sortie fumer une cigarette avec ses collègues. « Ça » ? Les attentats de vendredi à Paris et Saint-Denis, et leur suite, bien sûr. La question est particulièrement aiguë dans ce

quartier aux portes de la capitale qui non seulement attire, chaque jour, le plus gros contingent d'actifs de l'Île-de-France, mais abrite aussi le plus vaste centre commercial du continent : les Quatre-Temps. Selon des informations diffusées par Reuters et France 2 ce mercredi, ce dernier était une des cibles, avec l'aéroport de Roissy-Charles de Gaulle, de la cellule démantelée le matin même à Saint-Denis. Une information démentie par d'autres sources, mais qui ne peut plus être ignorée une fois lâchée.



Sur le parvis de la Grande-Arche © AP

Même si tous les employés du secteur n'avaient pas entendu cette nouvelle, il en est peu qui en seraient surpris. « On est bien conscient que La Défense serait une cible logique, qu'ils pourraient taper ici », dit Melody, collègue de Mathilde. « Le coin n'est pas un mauvais spot pour ce genre d'actions à la con », approuve non loin de là Stéphane, chic quadra employé de la Société générale, crâne rasé, fine barbe, costume, chaussures pointues. « Nous sommes dans un lieu symbolique : il y a environ 200 000 salariés, des entreprises très connues, le ministère des transports... », énumère Guy, ancien militaire désormais employé du groupe EDF. En bas des tours, dans les allées ou en sortant des transports en commun, les bribes de conversation ne portent quasiment que sur les attentats. Leur déroulement, les motivations des terroristes, les réactions de chacun s'il devait leur faire face...

Interrogés sur leurs sentiments, les salariés du quartier disent en bloc qu'ils ne veulent pas changer leurs habitudes et qu'ils ne tremblent pas à chaque instant pour leur sécurité. Mais dès que les conversations s'approfondissent, ou que les amis échangent entre eux, de petites fissures apparaissent. Comme ces trois étudiantes de l'école de commerce Ieseg, logée au pied de la Grande Arche, qui grignotent une salade sur les marches du parvis au soleil. À ses deux camarades qui affirment ne rien changer dans leur vie, Joséphine, qui habite à Paris même, avoue

qu'elle évite désormais « les sorties dans les bars et les boîtes », et qu'elle « privilégie les soirées dans des appartements ». Elle se tient aussi à bonne distance des Quatre-Temps, cible potentielle trop évidente à son goût.

C'est aussi l'avis de la trentenaire Myriam, employée du secteur bancaire interrogée à quelques centaines de mètres, dont les proches, son père notamment, lui ont demandé plusieurs fois de ne plus pénétrer dans le centre commercial. « Je suis mère d'un enfant de trois ans, ça change peut-être des choses par rapport à mes collègues plus jeunes », indique-t-elle. Elle qui prend en général la voiture avec son mari le matin pour aller au travail et rentre le soir en transports en commun, fait désormais tous les trajets en voiture. Elle n'est pas la seule à avoir fait ce choix en ce début de semaine : mardi et mercredi, les embouteillages en Île-de-France ont battu tous les records.



Au centre commercial des Quatre-Temps © AP

Ce n'est pas la première fois que le gigantesque centre commercial des Quatre-Temps – 140 000 m² de boutiques et de grands magasins et une affluence de 46 millions de visiteurs par an – se trouve dans le viseur d'une organisation terroriste. Déjà, dans une vidéo diffusée par les Shebabs somaliens en février, il figurait parmi les cibles de ce groupe extrémiste affilié à Al-Qaïda.

Ce mercredi à la mi-journée pourtant, le directeur des lieux se veut rassurant. Jean-Philippe Pelou arpente calmement la principale galerie, la main sur son portable. Il a régulièrement le commissaire de police au bout du fil. Depuis samedi à l'aube, un dispositif exceptionnel a été mis en place. Deux vigiles sont postés à chacune des treize entrées du site et fouillent le sac de chaque arrivant. « Les autorités nous ordonnent seulement de faire des fouilles aléatoires. Nous avons décidé de les faire de manière systématique. » Des renforts de la police ont en outre été envoyés et patrouillent en permanence

dans l'enceinte des Quatre-Temps. Jean-Philippe Pelou n'a pas voulu fermer le centre commercial, ni samedi au lendemain des attentats ni ce mercredi alors qu'une menace semblait planer sur le site : « C'était une alerte sans fondement », assure-t-il.

Mais les gérants de magasins n'affichent pas la même tranquillité. D'ailleurs, samedi, ils étaient au moins la moitié à ne pas ouvrir leurs enseignes. Et si ce mercredi les rideaux sont levés, on est loin d'un jour ordinaire dans ce temple de la consommation... Sous la lumière scintillante des décorations de Noël déjà en place, à l'exception des travailleurs des immeubles de bureaux environnants venus faire leur pause déjeuner, ils sont bien rares, ceux venus pour du shopping.

Serge tient une boutique de décoration, nous le trouvons assis sur les bords d'un bac à fleurs au milieu de la galerie, avalant son casse-croûte de midi. « Chez moi c'est désert, j'ai très peu de clients depuis samedi. Et mes employés ne font pas leurs horaires habituels. Mais je ne leur mets pas la pression, je ne veux pas qu'ils viennent travailler la peur au ventre, je les libère le plus souvent possible, et c'est moi qui fais l'ouverture et la fermeture du magasin. » Lui n'a pas peur, dit-il. « Car il n'y a aucun sens à tout cela. Ça a un côté roulette russe.

Ce n'est pas dans l'ordre des choses. » Et comme beaucoup de Français depuis samedi, il reste coi face à ces attentats, à la différence de ceux de janvier visant Charlie Hebdo et le magasin Hyper-Cacher à Vincennes, qui avaient suscité énormément de débats et de textes de réflexion, sur les réseaux sociaux, au sein des familles ou dans les cercles d'amis. « Il n'y a plus de place pour l'intellect. L'affect occupe tout l'espace. Il est impossible de raisonner autour de cet événement. Moi qui suis très prolix de l'habitude, je n'ai pas de mots... »

D'autres, tout aussi interdits, refusent de céder à la panique et de changer leurs habitudes. C'est le cas de Joan et Anne-Marie, un couple de retraités venus déjeuner avec leur fils, employé à La Défense. Eux n'ont pas hésité à reprendre les transports en commun ce mercredi. Ils habitent Limeil-Brevannes, commune de la grande banlieue parisienne, dans le Val-de-Marne. Dans cette petite ville d'à peine plus de 20 000 habitants, tous les spectacles ont été annulés jusqu'au 3 janvier. « On trouve ça un peu raide. C'est excessif. »

Entre crainte d'une société ultra sécurisée qui s'autocensure et besoin d'une protection efficace, les avis divergent et les discussions vont bon train. Et chez beaucoup, les interrogations se multiplient. Pour Sylvia, une quinquagénaire qui discute avec ses collègues du groupe EDF, « la vraie question, c'est : que s'est-il passé depuis janvier pour protéger la population ? Quelles mesures ont été prises par les autorités contre les terroristes potentiels ? ». L'occasion pour Guy, l'ancien militaire, de philosopher sur les vertus de l'état d'urgence et « des décisions qu'il faudra bien prendre pour garantir notre sécurité ». Quitte à « imposer plus de contraintes aux gens ». « La majorité des Français attendent des actes forts, insiste-t-il. Peut-on prendre le risque de se laisser mettre en danger ? » Autour de lui, les têtes approuvent avec conviction.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

A Suivre...
La Presse en Revue